

*Transport du grain de l'Ouest—Loi*

le gros de leurs recommandations en effectuant tous les paiements aux chemins de fer, je suis étonné de ce que personne à ce jour n'ait relevé le fait que M. Garon au cours de ce débat ne m'apparaît pas avoir vraiment protégé les intérêts des agriculteurs canadiens, et je suis étonné aussi de voir que certains ministres de l'Agriculture d'autres provinces ont carrément fait fi de l'intérêt national de l'agriculture.

Monsieur le Président, si dans ce pays on n'est pas plus capable de se soucier de l'intérêt national qu'on l'a fait durant ce débat, je dis que notre pauvre pays a besoin de défenseurs et de gens un peu plus responsables tant au niveau fédéral que provincial.

Je suis aussi un peu consterné d'entendre mon préopinant mêler dans la politique sur les transports la politique relative au système métrique et la politique énergétique et en faire finalement un ramassis. Je comprends qu'il peut être concerné et préoccupé par ces questions, mais je ne pense pas que ce soit sain que de faire une bouillie de tout ce qu'on a sur le cœur, alors qu'on est en train de parler d'une politique qui est essentielle pour le pays. J'avais déjà expliqué aux agriculteurs chez moi que j'acceptais et comprenais le pourquoi de l'énoncé premier de politique du ministre des Transports. Si on peut doubler les voies ferrées dans l'Ouest, non pas si on peut, mais on doit le faire, et cela dans l'intérêt non seulement des gens de l'Ouest, mais dans l'intérêt de tout le pays, il y avait certains moyens que le ministre avait envisagés à cet effet et que j'acceptais. Il y avait certaines modifications que je demandais. Je me disais peut-être que si on ne paie pas à l'«acrage»... cela paraissait être quelque chose d'inacceptable pour nos gens, ils avaient passablement réussi à me convaincre sur ce point, que les paiements soient faits à l'agriculteur et aux chemins de fer de façon partagée. J'acceptais ce point de vue, et l'argument que j'utilisais lorsque je rencontrais les producteurs de chez moi qui faisaient partie de la coalition était le suivant. Je leur disais: J'ai de la difficulté à comprendre que vous utilisiez le mot équité, parce qu'à toutes fins pratiques, ce que le ministre des Transports nous propose, c'est de donner un peu moins de subventions au transport des céréales comme tel, de consacrer des sommes importantes dans l'Ouest pour le développement des infrastructures ferroviaires, et ce afin de pouvoir améliorer la situation économique dans notre pays, parce que si nous pouvons doubler les voies ferrées, seulement en céréales durant les années 1990, c'est pour 2.5 milliards de dollars de plus que les Canadiens pourront transporter et vendre.

Évidemment étant donné que l'agriculteur aura à déboursier un peu plus pour obtenir un meilleur service pour le transport, il est clair qu'il lui restera par tonne de blé transportée peut-être moins d'argent dans ses poches, mais il gagnera en pouvant transporter davantage de blé, de grain et de tout ce que l'on veut, et finalement son revenu net ne sera qu'accru. Et je disais là où vous, agriculteurs de la coalition, vous vous opposez, c'est que vous dites que du fait qu'il va rester moins de profit à l'agriculteur de l'Ouest, vous ne serez plus capables de le concurrencer parce qu'il sera capable d'exporter le porc, le bœuf et tout ce qu'il va pouvoir produire dans l'Ouest, mais je disais là où le langage me paraît quelque peu paradoxal, c'est quand vous me parlez d'équité et vous dites au même moment que votre concurrence est mise en cause parce que l'autre agriculteur dans l'Ouest va recevoir un peu moins en subvention par tonne de blé.

Je disais: Parlons donc d'un système où il n'y aurait aucune subvention pour les producteurs de l'Est et de l'Ouest. Rien. C'est équitable. Il n'y a rien. Il n'y a pas d'intervention, donc on ne s'en remet qu'aux forces de la nature, à ce que notre sol peut produire à cause du soleil et de sa situation géographique, et là je dis à quoi ressemblerait l'agriculture au Canada s'il n'y avait pas de subvention? Je dirais: Cet écart que vous craignez ne serait que plus grand. Donc vous pourriez dire que vous seriez moins concurrentiels, et par contre, sans aucune subvention, sans aucune intervention gouvernementale, mes amis, producteurs de l'Ouest, seraient probablement plus pauvres, ayant moins de revenus, ne pouvant par eux-mêmes financer entièrement les infrastructures nécessaires.

• (1610)

Et là, quand vous faites cette démonstration, les gens disent: Oui, peut-être, Bernard, que tu as raison. Alors je dis: Qu'est-ce qu'il faut faire? Quel type d'intervention est nécessaire de la part du gouvernement national pour en arriver à des effets qui vont être bénéfiques pour tout le monde? Parce que la chose qu'il faut vérifier, c'est l'intérêt national, et il faut avoir cet objectif en tête en s'assurant que personne ne sera pénalisé. Et j'ose espérer que M. Garon qui a livré bataille ne viendra plus jamais me parler des corridors électriques. J'espère que M. Garon, notre ministre de l'Agriculture, va être en mesure d'appuyer le ministre de l'Énergie si jamais les Terre-neuviens, dans leur intérêt, ont besoin d'un corridor électrique pour passer leur électricité au Québec. Et cela, parce que ce serait dans l'intérêt national que les Terre-neuviens puissent s'enrichir, puissent avoir un marché qui leur soit valable.

Dans tout ce débat où le ministre a accepté d'aller plus au ralenti, où il a accepté, à la demande de nombreux groupes, de notre sous-comité du caucus, où il a accepté finalement, probablement dans sa sagesse et dans sa grande compréhension de la société canadienne, notre ministre s'est dit: Il faut peut-être y aller plus lentement, par étapes. Il n'a pas voulu choquer les esprits, et je l'en remercie, non pas au nom de l'agriculture, mais au nom de la mentalité de notre devenir collectif. J'espère que la grande preuve de générosité du ministre servira d'exemple à tous les autres députés et qu'elle sera une source d'inspiration pour tous les Canadiens. Plutôt que de toujours offrir de la confrontation, si on peut présenter de la compréhension, il nous faudra peut-être un peu plus de temps, mais nous atteindrons nos objectifs.

Monsieur le Président, je remerciais le ministre, non pas au nom de l'agriculture, mais plutôt au nom de notre harmonie qu'il faut bâtir de toutes pièces au Canada. Je suis convaincu que si tous ensemble, nous de chaque côté de la Chambre, nous avions appuyé le ministre, non pas dans la politique qu'il vient de donner, mais dans sa démarche depuis le rapport Gilson, autant nous Québécois, autant vous néo-démocrates de l'Ouest, autant vous progressistes conservateurs, si on avait pu avec l'ouverture d'esprit de ce ministre essayer une fois qu'on a défini l'intérêt national, une fois qu'on a défini ce qui est le mieux dans l'intérêt de tout le pays, trouver des moyens, appuyer le ministre dans sa recherche des moyens, pour faire en sorte que cet objectif soit atteint, et ensuite aller expliquer aux gens qui ont pris des positions sans toujours très bien comprendre le dossier, dans des réunions de la coalition au Québec où il y avait parfois 400 ou 500 personnes, je suis convaincu qu'il y avait rarement plus qu'une personne ou deux qui